



Administration et gestion du secteur public
**Appui institutionnel à la Gouvernance
 démocratique**
 Avril 2004-Décembre 2007

Agence d'exécution	Programme des Nations Unies pour le Développement
Contexte	<p>Depuis plus d'une dizaine d'années, la République Centrafricaine est confrontée à une instabilité socio-politique grave. Celle-ci a contribué largement à la dégradation des indicateurs économiques et sociaux entraînant du coup une paupérisation croissante qui touche 67 % de la population et une extension de la pandémie du VIH/SIDA dont le taux est estimé à 15 %. Le déficit en gouvernance est devenu comme l'une des causes majeures des conflits qui ont secoué le pays. Le programme d'appui institutionnel à la gouvernance démocratique se préoccupe de redresser la situation par des actions en vue de : (i) restaurer l'ordre républicain et démocratique, (ii) renforcer la transparence dans la gestion du développement, (iii) renforcer la participation au moyen de la promotion de la décentralisation et de la gestion de proximité et, (iv) consolider le secteur privé par son intégration dans le circuit sous-régional par recours au NEPAD.</p>
Description du projet	<p>Le programme prolonge l'assistance du PNUD au renforcement de la bonne gouvernance qui a permis de doter le pays d'un « Programme National de Bonne Gouvernance » et de réaliser des interventions spécifiques de renforcement du secteur privé, de lutte contre la corruption et de renforcement de l'Administration publique. Il vient en complémentarité aux efforts de la communauté internationale dans le rétablissement de l'ordre démocratique et républicain. Les interventions proposées tiennent également compte des résultats du diagnostic commun que le gouvernement et la société civile ont réalisé, en concertation avec l'ensemble des partenaires au développement du pays et des priorités du gouvernement.</p> <p>Le coût initial du programme contenu dans le prodoc s'élevait à 1,006,308 US\$, dont 29,310 US\$ (soit 3 % du coût total) pour le fonctionnement du dispositif de soutien au programme (Services administratifs et opérationnels : SAO). La durée initiale du projet est de 2 ans. Il prendra fin en 2007.</p>
Partenariat	<p>Le projet travaille en partenariat avec les structures gouvernementales, les organisations de la société civile, les partenaires au développement du pays (Banque Mondiale) ainsi que certaines structures de contrôle des actions gouvernementales, telles que l'Assemblée Nationale et le Comité de Suivi des Actes du Dialogue National. Il est en synergie avec d'autres interventions du PNUD, notamment dans le cadre de la prévention des conflits et l'appui à l'élaboration du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté.</p>
Principaux bénéficiaires	<p>Les principaux bénéficiaires du projet sont les populations, les départements ministériels, les organisations de la société civiles et le secteur privé du pays.</p>
Impact attendu	<p>Les résultats attendus de ce projet sont : i) la restauration de l'ordre démocratique et républicain; ii) le renforcement des institutions démocratiques pour la consolidation de la paix, de l'Etat de droit et de la démocratie ; iii) le renforcement de la participation au moyen de la promotion de la décentralisation et de la gestion de proximité et, iv) la consolidation du secteur privé et son intégration dans le circuit sous-régional par recours au NEPAD.</p>

Liens avec les OMD	Réduction de la pauvreté par la promotion de la gouvernance démocratique et des droits humains.
Etat d'avancement actuel Novembre 2006	<p>Le projet a été approuvé en avril 2004. Les actions entreprises avec les différents acteurs ont abouti aux principales réalisations suivantes : 1) L'appui au processus du dialogue national dont les recommandations ont permis de mettre en place un cadre légal et institutionnel favorable à une transition militaire paisible et un retour de la paix et du dialogue démocratique ; 2) L'appui aux Institutions de la Transition (Conseil National de Transition, organe consultatif ayant servi de contrepoids à l'exécutif) et au Comité de Suivi des Actes du Dialogue National, ayant permis la diffusion et le suivi/évaluation des Actes du Dialogue National ; 3) La contribution à la mobilisation des ressources pour l'organisation des élections présidentielle et législative de mars et mai 2005, dont les résultats ont été reconnus par toutes les parties impliquées dans ce processus et saluées par la communauté internationale ; 3) La contribution au renforcement des capacités des maires et autorités décentralisées sur la programmation stratégique, les principes de la gouvernance locale, le suivi/évaluation et le rôle des maires dans la gestion de l'environnement urbain et la lutte contre le VIH/SIDA.</p> <p>Ces actions seront renforcées dans le cadre du prochain cycle de programmation des Nations Unies (2007-2011) où le PNUD portera un accent particulier sur la poursuite de l'appui pour la consolidation de la paix et la démocratie, ainsi que sur le renforcement du respect des droits de l'homme.</p>